

## Pôle emploi: mouvement social assez suivi avec 30% de grévistes

Paris, 20 nov 2018 (AFP) - Environ 30% des effectifs de Pôle emploi ont suivi mardi un appel à la grève pour protester contre la suppression de 800 postes prévue dans le projet de budget 2019, selon la direction.

Selon elle, le taux de participation au mouvement social était de 29,36% sur l'ensemble des effectifs de Pôle emploi, mais moins de 5% des sites étaient fermés.

"C'est plutôt une forte participation pour Pôle emploi où on n'a pas la culture de la grève", a jugé David Vallaperta de la CFDT qui a estimé plutôt le taux "entre 30 et 40% de grévistes", variant de 13% en Ile-de-France à 43% en Occitanie.

A Paris, une délégation a été reçue par un conseiller de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, après une manifestation qui a rassemblé plusieurs centaines d'agents entre l'Assemblée nationale et le ministère du Travail. "On aura un deuxième rendez-vous pour aller plus au fond de nos revendications", a précisé M. Vallaperta.

Les organisations syndicales s'inquiètent de "ces 800 suppressions de postes qui ne pourront pas se faire sans dégrader le service rendu aux demandeurs d'emploi et aux employeurs". Alors que le chômage ne baisse pas, "aucun poste n'est en trop à Pôle emploi" et les portefeuilles de demandeurs d'emploi attribués aux agents "continuent d'exploser, jugent-elles.

Les syndicats dénoncent aussi la dématérialisation de leur travail "alors que le face-à-face est nécessaire pour accompagner un demandeur d'emploi", et le triplement des équipes (de 200 à 600 postes) destinées au contrôle des demandeurs d'emploi.

Lors de la présentation du budget fin septembre, le ministère du Travail avait estimé que cette baisse des effectifs de Pôle emploi, où travaillent environ 50.000 personnes, pourrait être atteinte par "des gains de productivité" avec la numérisation et n'était "pas en rupture" avec celle des années précédentes.

D'autres manifestations ont eu lieu en régions. A Rennes, une centaine d'agents se sont rassemblés devant la direction régionale de Pôle emploi, accompagnés de membres d'un collectif de précaires.

"50% des demandes d'allocations sont traitées par logiciel, c'est cette automatisation que la direction prend comme prétexte pour réduire les effectifs alors que cela ne fonctionne pas. Il y a beaucoup d'erreurs et on a énormément de collègues en souffrance", a dénoncé Lakhdar Ramdani, délégué syndical CGT.

A leurs côtés, Christian Bougard, 57 ans, demandeur d'emploi également intérimaire, aimerait "que les demandeurs d'emploi soient reçus correctement et

que les agents Pôle emploi ne soient pas des robots".

far-hdu/cel/phc ■

